

## La rhétorique réactionnaire

# Le modèle social français

Il est devenu banal de discourir de la notion de *modèle social français*<sup>1</sup>. Pourtant, cette notion est récente et une étude sociologique et lexicométrique a fait apparaître une rapide « nationalisation » autour de l'année 2005, qui correspond à un pic dans l'usage du mot *modèle* : la référence au *modèle social* était jusque-là principalement réservée à l'Europe, avec le *modèle social européen* cher à Jacques Delors. Les premières références au modèle social français durant la campagne référendaire de 2005 (J.-P. Raffarin, J. Chirac) en sont plutôt positives, mais elles vont susciter en retour la mise en place d'une stratégie discursive efficace, qui va stabiliser durablement un usage particulier du modèle social français.

Le 12 mai 2005, dans un des derniers discours de la campagne référendaire au Palais des Sports, Nicolas Sarkozy évoque *l'échec* du *modèle social français* dans « bien des domaines » – en premier lieu l'emploi – et la nécessité d'en abandonner au moins une partie au profit d'exemples étrangers plus performants. Il opère alors sa déclinaison personnelle de la pratique du *benchmarking* impulsée dans le cadre de la « stratégie de Lisbonne »<sup>2</sup>. N. Sarkozy juge en effet implicitement de la qualité d'un *modèle social* à un indicateur principal (taux de chômage ou d'emploi), ce qui implique d'adopter les *best practices* qui ont « fait leurs preuves ». Ce raisonnement général fournira le cadrage du discours politico-économique dominant sur le *modèle social* : la contre-performance du *modèle français* se lit à travers les indicateurs liés au taux de chômage (taux d'emploi, durée du chômage, etc.) et nécessite des changements globaux (plus tard qualifiés de « rupture »).

FRÉDÉRIC  
LEBARON

1. Ce texte est partiellement issu d'un travail réalisé au Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (Curapp) pour la CGT dans le cadre des travaux de l'IRES, sous la direction de l'auteur. Cf. Frédéric Lebaron, Carole Waldvogel, Josette Lefèvre, Florence Gallemand, « Les usages sociopolitiques de la notion de modèle social », Convention de recherche CGT-Verne Ader, Rapport final, janvier 2008.
2. I. Bruno, *À vos marques, prêts... cherchez!*, Bellecrombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008.

« [...] Je le dis parce que je le pense : le meilleur modèle social, c'est celui qui donne du travail à chacun. Ce n'est donc plus le nôtre ! Un emploi pour tous, voilà une grande ambition sociale. L'Europe, c'est la plus formidable occasion de réveiller la France, de la faire bouger, de lui donner une nouvelle énergie » (N. Sarkozy, 12 mai 2005, Palais des Sports).

Le discours de Nicolas Sarkozy le 12 mai 2005 peut être considéré comme « inaugural » dans la mesure où son auteur, déjà porteur d'un capital politique considérable qui en fait le « candidat naturel » de la droite à l'élection présidentielle, a aussi construit sa stratégie sur l'affichage de sa distance avec Jacques Chirac et ses proches. Ce discours reste vague quant aux modèles sociaux concurrents offerts à la France : le modèle anglo-saxon n'est jamais clairement caractérisé comme l'un des modèles souhaitables (en fait, en pratique le modèle de référence) ; le modèle danois n'est pas évoqué et ne le sera, pour l'essentiel, qu'à travers un de ses traits principaux, la combinaison de flexibilité sur le marché du travail et de sécurité pour les salariés (cf débat sur la *flexisécurité*). Le schéma argumentatif qui sous-tend cette prise de position est relativement simple, puisqu'il repose sur ce qui est présenté comme un constat (C1) et sur deux propositions « théoriques » implicites (T1 et T2).

[C1] La France n'obtient pas les meilleures performances en matière sociale comparée à d'autres pays.

Deux propositions théoriques implicites s'intercalent avant la conclusion :

[T1] Les performances en matière sociale se mesurent (d'abord) au niveau du chômage et de l'emploi.

[T2] Les performances sociales d'un pays sont dépendantes du modèle social (donc des « méthodes ») de ce pays.

Cela conduit à une conséquence normative simple.

[N1] Il faut emprunter à l'étranger les méthodes qui permettent d'obtenir de meilleures performances et abandonner (au moins partiellement) celles qui caractérisent le modèle social français, donc le modèle social français en tant que tel.

Il serait donc temps d'abandonner le modèle social français sous sa forme actuelle, inefficace, et d'emprun-

ter à d'autres « modèles » des « méthodes » plus efficaces en matière d'emploi. Ces « méthodes » ne sont pas évoquées, pas plus d'ailleurs que les caractéristiques propres du « modèle français » qui le rendraient « inefficace » et qu'il serait nécessaire d'abandonner. On notera à nouveau le caractère extrêmement vague de la caractérisation d'un *modèle social*: implicitement, il s'agit en particulier pour Sarkozy d'un ensemble de « méthodes » de lutte contre le chômage. Dans ce cadre, *modèle social français* n'est pas loin de signifier « taux de chômage élevé », et son changement « réforme (néolibérale) du marché du travail ». Les prises de position de N. Sarkozy fin 2006 sur la nécessité d'un « contrat unique » plus sécurisant et plus flexible, d'une réforme des institutions de gestion du chômage, de la libéralisation du marché du travail confirmeront le lien étroit qui s'établit entre le discours générique sur le modèle social et de ces propositions de réforme issues du rapport Camdessus<sup>3</sup> et des travaux d'économistes comme Pierre Cahuc<sup>4</sup>. Le 21 mai 2005, dans une interview au *Télégramme de Brest*, Nicolas Sarkozy revient assez longuement sur ce thème, en associant le *modèle social français* à ses *contre-performances* (essentiellement un taux de chômage élevé) et, cette fois, à une caractéristique essentielle, implicitement constituée comme un frein : la « protection des statuts ». La stratégie argumentative s'est toutefois complexifiée puisque certaines « choses » doivent être « conservées » dans le *modèle social français* : la « garantie de l'accès aux services publics, la garantie d'être remboursé des dépenses de santé ou l'indemnisation du chômage ».

« [...] On ne peut pas vouloir être européen et mettre en place les 35 heures, si les autres ne les font pas. Je dis oui à l'Europe et à la Constitution pour que la France adopte un modèle social capable de fournir un emploi à tout le monde. Notre modèle actuel ne protège pas l'emploi. Il protège les statuts. Il y a bien entendu des choses qu'il faut conserver dans le modèle social français, comme la garantie de l'accès aux services publics, la garantie d'être remboursé des dépenses de santé ou l'indemnisation du chômage. Mais, je l'affirme, ce n'est pas un acquis social que d'être au RMI. Avec le RMI, on survit; on ne vit pas. Le véritable acquis social c'est le droit donné à

3. Camdessus Michel, *Le sursaut – Vers une nouvelle croissance pour la France*, Paris, La Documentation française, 2004, 204 pages.

4. Économiste à l'Insee (Crest). Il pense notamment, selon *Le Monde* du 5 mai 2007, « qu'il faudrait, enfin, aborder de front les questions de l'évolution du Smic, de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans et des 35 heures, au lieu de les contourner ».

chacun de faire vivre sa famille du fruit de son travail. J'ajoute que lorsqu'on a un minimum social apporté par la solidarité nationale, on doit en échange exercer une activité au profit de la collectivité<sup>5</sup>. »

Le succès du « non » au référendum, le 29 mai 2005, marque évidemment un tournant important dans le débat public français. Ses premières conséquences sont politiques : c'est l'arrivée au poste de premier ministre de Dominique de Villepin, qui va mettre la notion de *modèle social français* au centre du discours de politique économique et sociale. C'est en endossant positivement la notion de *modèle social* (en particulier à travers l'invocation de ses *fondements*) contestée par Nicolas Sarkozy que Jacques Chirac et Dominique de Villepin vont consacrer la notion en tentant de marginaliser la position (implicitement qualifiée de « dogmatique » par opposition à « pragmatique ») de Nicolas Sarkozy, accusé de vouloir revenir sur les *fondements* de ce *modèle*. La plupart des acteurs qui vont ensuite prendre position sur le sujet dans un premier temps se situeront dans le cadre implicite délimité par cette lutte symbolique interne à la droite post-gaulliste, les deux positions dominantes pouvant être qualifiées provisoirement de « pragmatiques » (adapter un modèle social dont les grands principes restent valides) et de « radicale » (rompre avec un modèle social qui ne fonctionne plus et s'inspirer d'exemples étrangers). Redevenu ministre de l'Intérieur – ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire tout en restant président de l'UMP –, ce qui accroît encore son capital politique, Nicolas Sarkozy riposte à la stratégie chiraquienne dès le 9 juin à l'occasion d'une convention de l'UMP sur l'immigration. Deux « modèles » sont mis en parallèle : le *modèle républicain d'intégration* et le *modèle social*, tous deux « en panne » et nécessitant une sérieuse remise en cause.

« [...] Le seul modèle social qui vaille, c'est le modèle qui récompense l'effort, qui donne un emploi à chacun et qui promet un avenir à tous. C'est celui de l'UMP.

Dans le cadre de cette politique, nous devons avoir une action spécifique en faveur de l'égalité des chances. J'ai parlé de la

5. *Télégramme de Brest*,  
21 mai 2005.

discrimination positive; j'ai parlé du préfet musulman; j'ai parlé du financement des mosquées. Tous ces tabous, je les ai soulevés, car ma conviction est qu'il faut aussi, sur ces sujets, faire bouger les lignes.

Le **modèle** républicain d'intégration est fondé sur le principe de l'égalité des individus, sans considération de leur origine, de leur religion, ou de leurs convictions. Il n'y a rien à redire à cela. C'est une idée universelle, celle de la philosophie des Lumières. Mais nous devons reconnaître que discourir sur l'égalité formelle ne suffit pas à assurer l'égalité réelle. Quand le taux de chômage des jeunes issus de l'immigration est deux fois supérieur à celui des Français de naissance, quand le major d'un doctorat est le dernier de sa promotion à trouver un emploi, cela veut dire que le modèle républicain d'intégration est autant en panne que le modèle social. Et c'est cette panne qui crée le communautarisme dont nous ne voulons pas » (Nicolas Sarkozy, 9 juin 2005, Convention de l'UMP sur l'immigration).

Dès le début du mois de septembre 2005, après deux mois où le débat sur le modèle social français connaît un premier prolongement intellectuel-médiatique, Nicolas Sarkozy est à l'offensive à l'occasion de l'université d'été des Jeunes Populaires à La Baule (le dimanche 4 septembre 2005). L'invocation répétée de la France marque une évolution du discours, dans le sens d'une thématique de la régénération nationale, de l'invention d'un *nouveau modèle social*.

« Il nous faut inventer un nouveau *modèle français*, dont l'ambition première sera de rendre la réussite accessible pour chaque Français, d'où qu'il vienne, pour peu qu'il s'en donne les moyens et qu'il la mérite.

Attention! Il ne s'agit pas pour moi de promettre, tels les démagogues, la réussite à tout le monde. Il s'agit de la garantir à tous ceux qui, par leur travail, leurs efforts, leurs mérites, l'auront gagnée en récompense.

La réussite et la promotion sociale ne sont pas un dû, que chacun peut réclamer en faisant la queue au guichet, c'est mieux que cela: c'est un droit, un droit que l'on mérite à la sueur de son front. Voilà le message républicain.

Elle est là, la clef du nouveau *modèle français* que j'appelle de mes vœux. Un *modèle*, ce nouveau *modèle français*, où le

nivellement, l'égalitarisme, le saupoudrage n'auront plus leur place. Un *modèle* où le travail sera la base de tout, en étant récompensé, encouragé, favorisé. Un *modèle* où l'on n'éprouvera plus aucun complexe à rémunérer davantage celui qui travaille le plus et, en même temps, à aider davantage celui qui cumule le plus de handicaps. Un *modèle* où la promotion sociale sera redevenue un objectif accessible à tous. Un *modèle* enfin où chaque famille de France se dira que ses enfants peuvent regarder l'avenir avec confiance car ils auront l'opportunité de s'y faire une place. Au final, il ne s'agit rien de moins que de rendre l'espérance aux Français et à la France. [...] La France ne peut plus affirmer avoir le meilleur *modèle social* alors que nous comptons encore tant de chômeurs, tant de pauvres et tant d'exclus. La France doit redevenir accueillante à ceux qui veulent réussir, innover, proposer, inventer, créer. »

Le « nouveau modèle français: un travail pour chacun, du pouvoir d'achat pour tous » va devenir l'intitulé de la convention thématique « Économie » de l'UMP le 7 septembre 2005. La notion de *modèle français* est alors d'abord un instrument de mobilisation politique autour du président de l'UMP et de son parti. Elle constituera, après quelques mois de reprise, circulation et cristallisation, et surtout après le succès politique que l'on sait, la *doxa* du débat politico-économique français. ■